



## Arrêt

**n°140 660 du 10 mars 2015**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 18 mars 2013, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et d'un ordre de quitter le territoire, pris le 15 février 2013 et notifié le 20 février 2013.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 14 janvier 2015 convoquant les parties à l'audience du 4 février 2015.

Entendu, en son rapport, M. BUISSERET, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN loco Me J. KALALA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. MATRAY loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Rétroactes.**

1.1. La requérante est arrivée en Belgique le 6 août 2012 munie d'un passeport et d'un visa valable jusqu'au 23 octobre 2012. Une demande de prolongation de visa a été introduite par courrier du 10 septembre 2012.

1.2. Le 29 octobre 2012, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

1.3. Le 15 février 2013, la partie défenderesse a invité le bourgmestre de la commune de Flémalle à délivrer à la requérante une décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour provisoire.

Cette décision a été notifiée à la requérante avec un ordre de quitter le territoire le 20 février 2013. Il s'agit des actes attaqués, lesquels sont motivés comme suit :

**« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »**

*Rappelons que l'intéressée est arrivée en Belgique en date du 05.08.2012, muni d'un passeport valable revêtu d'un visa valable. Une déclaration d'arrivée a été enregistrée en date du 20.08.2012, l'autorisant au séjour jusqu'au 05.10.2012, or cette dernière a séjourné depuis lors sur le territoire, sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur base de l'article 9 bis. Il lui appartenait de mettre spontanément un terme à sa présence sur le territoire à l'échéance de la période pour laquelle elle était autorisée au séjour. Elle préféra, cependant, entrer dans la clandestinité en demeurant illégalement sur le territoire, s'exposant ainsi volontairement à des mesures d'expulsion. La requérante s'est mise elle-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est restée délibérément dans cette situation, de sorte qu'elle est à l'origine du préjudice qu'elle invoque (C.E, du 09 juin 2004, n° 132.221).*

*L'intéressée se prévaut d'un lien de filiation avec un citoyen de l'Union Européenne, à savoir son fils et sa fille. Il convient néanmoins de souligner qu'on ne voit pas en quoi cet élément constituerait une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour dans son pays d'origine en vue d'y lever l'autorisation requise. De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher l'intéressé de retourner dans son pays pour le faire (CE., 27 mai 2003, n°120.020).*

*L'intéressée invoque également le respect de l'article 8 de la CEDH, en raison de la présence sur le territoire de son fils et de sa fille. Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Civ Bruxelles (Réf) du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire {C.E 27 mai 2003, n° 120.020}.*

*Ensuite, la requérante indique que sa présence est nécessaire auprès de sa fille qui a des problèmes médicaux. Elle déclare apporter une aide très précieuse et très indispensable à la gestion du ménage de sa fille. Ce motif ne constitue cependant pas une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'absence de l'intéressée ne serait que temporaire. D'autant plus qu'il existe sur le territoire belge, de nombreuses associations pouvant aider sa fille durant l'absence momentanée de la requérante. Aussi, la circonstance exceptionnelle n'est pas établie.*

*Concernant le fait de parler couramment le français, notons que cet élément n'est pas révélateur d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (C. E., 13 août 2002, n° 109. 765). L'intéressée doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (CE., 26 nov.2002, n° 112.863). »*

S'agissant de la seconde décision :

*« En vertu de l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 précitée :*

*O2°Il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé :*

*Le 20.08.2012, l'intéressée a introduit une déclaration d'arrivée l'autorisant au séjour jusqu'au 05.10.2012. Ce délai est dépassé. »*

## 2. Procédure

2.1. Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

2.2. En l'espèce, le mémoire de synthèse déposé énonce, notamment les arguments suivants :

- Elle estime que « on n'aperçoit pas pour quel motif une discrimination existerait entre les ascendants de belge alors que les ascendants d'autres nationalités européennes auraient le droit de s'établir ou de résider légalement en Belgique » en telle sorte que la partie défenderesse aurait dû lui délivrer un droit de séjour, que l' « on n'aperçoit pas dans la décision que la partie adverse (sic) que la mesure prise était une nécessité, un besoin social impérieux pour le bien être économique du pays. », que « la protection de cette vie familiale doit prévaloir sur les intérêts légitimes de la partie adverse » et que « la décision du 06/06/12 ne laisse aucunement paraître que la partie adverse a mis en balance les intérêts en présence et a tenu compte de la situation particulière de ce dossier. »
- elle expose que sa fille « traverse une période difficile semée d'embûches au niveau médical et de doutes suite à un divorce très pénible. Elle a été en arrêt maladie durant de longs mois et vient à peine de reprendre une vie professionnelle. La présence de sa mère à ses côtés est d'un réconfort inestimable. La requérante lui apporte le réconfort moral dont elle a besoin et l'assiste dans la lourde tâche relative à la gestion de son ménage ». Elle ajoute que « La ratio legis des dispositions légales relatives à la régularisation du séjour des étrangers se trouvant sur le territoire belge est de rencontrer « des situations alarmantes » qui requièrent d'être traitées avec humanité ».

2.3. Le Conseil constate que les arguments relevés supra n'ont pas été soulevés dans la requête introductive d'instance.

A l'audience, interpellée quant à la recevabilité, au regard de l'article 39/81 de la loi, de ces moyens nouveaux soulevés dans le mémoire de synthèse, la partie requérante s'en réfère à l'appréciation du Conseil.

Le Conseil ne peut que constater que la partie requérante développe dans son mémoire de synthèse des moyens nouveaux dont elle ne démontre pas qu'ils n'auraient pas pu être invoqués lors de l'introduction du recours. Il en résulte que ces moyens nouveaux sont irrecevables.

### 3. Exposé du moyen unique.

3.1. La requérante prend un moyen unique de la violation de « l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales adoptée le 04/11/1950, les articles 9 bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, et l'éloignement des étrangers, et des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, violation du principe de bonne administration ».

3.2. En ce qui s'apparente à une première branche, elle fait valoir que « la décision litigieuse n'est pas adéquatement motivée dès lors qu'elle reproche à la requérante de ne pas avoir cherché à obtenir une autorisation de séjour autrement qu'en introduisant une demande fondée sur l'article 9 bis de la loi » alors qu'elle prétend avoir « sollicité préalablement une prolongation de la durée de son visa le 12/09/12. » Elle en conclut que « cette décision sous-entend qu'il y aurait une procédure - autre que la demande de 9 bis - visant à obtenir une autorisation de séjour sur le territoire de la Belgique » alors que « la procédure de regroupement familial en qualité d'ascendant d'un ressortissant belge a été supprimée ». Il en serait d'autant plus ainsi que « la partie adverse ne fait pas mention de la demande de la requérante tendant à obtenir la prorogation de son visa ». Elle constate ensuite que l'argument de la note d'observation précisant que « la partie adverse indique qu'elle aurait notifié à la requérante une décision quant à sa demande de prolongation de la durée du visa » serait erroné. Elle rappelle enfin qu'« en vertu du principe de bonne administration, la partie adverse aurait dû répondre préalablement à la demande introduite le 12/09/12 avant de prendre une décision d'éloignement. »

Elle estime dès lors également l'ordre de quitter le territoire insuffisamment motivé quant à ce puisqu'« il ne comporte aucun motif du refus sur la demande de prorogation du visa. »

3.3. En ce qui s'apparente à une deuxième branche, elle rappelle sa situation familiale et relève qu'elle a rejoint ses deux enfants tous deux de nationalité belge et ses nombreux petits-enfants. Elle « fait valoir sa qualité d'ascendante de belge à appui de sa demande de séjour pour obtenir une autorisation de séjour de longue durée. »

#### 4. Examen du moyen unique.

4.1. Le Conseil observe que la partie requérante reste en défaut d'identifier le principe général de bonne administration qu'elle estime avoir été méconnu en l'espèce, ceci alors même que le Conseil d'Etat a déjà jugé, dans une jurisprudence à laquelle le Conseil de céans se rallie, que « le principe général de bonne administration n'a pas de contenu précis et ne peut donc, à défaut d'indication plus circonstanciée, fonder l'annulation d'un acte administratif » (C.E., arrêt n°188.251 du 27 novembre 2008). Dès lors, en raison du manque de précision relevé ci avant, la partie requérante demeure en défaut d'expliquer en quoi la décision querellée serait constitutive d'une violation du principe de bonne administration qu'elle a entendu viser en termes de moyen. Dans ces circonstances, force est de constater qu'en ce qu'il est pris de la violation du principe de bonne administration, non autrement précisé dans l'articulation du moyen visant l'analyse à laquelle la partie défenderesse a procédé dans l'acte attaqué, le moyen ne peut qu'être déclaré irrecevable.

4.2. Sur le reste du moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure. L'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite l'autorisation en Belgique.

Les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

4.3. En l'occurrence, le Conseil observe que la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée, répondu aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour de la requérante en expliquant pourquoi elle estimait que ces éléments ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué supra.

4.4. En ce qui concerne la première branche, le Conseil estime que la partie requérante n'a aucun intérêt à cette articulation du moyen, dès lors qu'elle entend contester un motif de la décision querellée qui n'en est pas un en tant que tel, la partie défenderesse ne faisant que reprendre sommairement dans un premier paragraphe les rétroactes de la procédure sans en tirer aucune conséquence quant à l'existence ou non d'une circonstance exceptionnelle. Par conséquent, cette articulation du moyen est inopérante dans la mesure où, indépendamment de son fondement, elle demeure sans pertinence sur la validité de la motivation proprement dite de l'acte attaqué, dont elle ne pourrait en conséquence justifier l'annulation.

Concernant l'ordre de quitter le territoire, le Conseil rappelle qu'un ordre de quitter le territoire délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit, et ne constitue en aucune manière une décision statuant sur un quelconque droit au séjour, avec pour conséquence que le constat d'une des situations visées par l'article 7 précité suffit à lui seul à le motiver valablement en fait et en droit. En l'espèce, le Conseil observe que la

décision attaquée est fondée sur le constat selon lequel *« Il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé »* :

*Le 20.08.2012, l'intéressée a introduit une déclaration d'arrivée l'autorisant au séjour jusqu'au 05.10.2012. Ce délai est dépassé»,* motif qui n'est nullement contesté par la partie requérante.

Le Conseil relève que la partie défenderesse n'a donc commis en l'espèce aucune violation de son obligation de motivation et qu'elle n'était pas tenue de mentionner la demande de prolongation de visa introduite par la requérante dans la motivation de l'ordre de quitter le territoire.

4.5. En ce qui concerne la deuxième branche du moyen unique, le Conseil constate que la partie défenderesse a répondu aux éléments tenant à la présence de la fille de la requérante en Belgique de même qu'elle a apporté une réponse aux éléments concernant la situation médicale de sa fille et l'aide que la requérante lui apporte.

S'agissant de la violation de l'article 8 de la CEDH, invoquée par la partie requérante, force est de rappeler que le Conseil d'Etat et le Conseil de céans ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à la requérante qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

5. Aucune des branches du moyen unique n'étant fondée, la requête doit être rejetée.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix mars deux mille quinze par :

Mme M. BUISSERET,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

M. BUISSERET